



## MINISTÈRE DES ARMÉES

### SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS EN PRODUITS DE SANTE DES ARMEES

TSA 20003

45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX



PLATEFORME ACHATS FINANCES-SANTE  
DIVISION ACHATS  
BUREAU EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX ET MATERIELS D'EXPLOITATION

#### ANNEXE TECHNIQUE VALANT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

VERIFICATION METROLOGIQUE & MAINTENANCE DES MOYENS DE PESAGE  
INDUSTRIELS ET DE PRECISION EN SERVICE DANS LES ETABLISSEMENTS DU  
SERVICE DE SANTE DES ARMEES.

DAF\_2025\_000168

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PERIMETRE.....	3
ARTICLE 2 - DÉCOMPOSITION EN LOTS.....	3
ARTICLE 3 - PARC MAINTENU.....	3
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR.....	3
4.1 - DISPOSITIONS GENERALES .....	3
4.2 - HYGIENE ET SECURITE.....	3
4.3 - COMPETENCES DU PRESTATAIRE .....	4
4.4 - QUALITE ET CERTIFICATION.....	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS – LOTS N°1 & 2.....	4
5.1 - MAINTENANCE PREVENTIVE – MAJ DES LOGICIELS.....	4
5.2 - VERIFICATION METROLOGIQUE ET ETALONNAGE.....	5
5.3 - MARQUAGE DU PRODUIT .....	5
5.4 - TRAITEMENT DES NON CONFORMITES .....	5
ARTICLE 6 - REMISE EN CONFORMITE ET MAINTENANCE CORRECTIVE – LOTS N°1 & 2.....	6
6.1 - REPARATION DANS LE CAS D’UN ENVOI EN VERIFICATION.....	6
6.2 - REPARATION HORS VERIFICATION.....	6
6.3 - DECLASSEMENT .....	6
6.4 - REFORME .....	6
ARTICLE 7 - EXCLUSIONS DE LA MAINTENANCE & AUTRES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 8 - DOCUMENTS REQUIS.....	7
ARTICLE 9 - SPECIFICITES POUR LE LOT N°1.....	7
9.1 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES .....	7
9.2 - METROLOGIE LEGALE .....	8
ARTICLE 10 - MODALITES D’EXECUTION DES OPERATIONS .....	8
10.1 - CALENDRIER .....	10
10.2 - EMBALLAGE - CONDITIONNEMENT .....	10
10.3 - MANUTENTION.....	11
10.4 - TRANSPORT.....	11
10.5 - STOCKAGE.....	11
10.6 - LIEU D’EXECUTION .....	11
10.7 - CONDITIONS DE RECEPTION .....	11
10.8 - GARANTIE .....	11
ARTICLE 11 - LOCALISATION.....	12

## ARTICLE 1 - PERIMETRE

Le présent cahier a pour objet de définir sur le plan technique les obligations, les prestations et les modalités d'exécution auxquelles doit se conformer le titulaire dans le cadre contractuel de la prestation intitulée « **Vérification métrologique & maintenance des moyens de pesage industriels et de précision en service dans les établissements du SSA** ».

Les prestations concernent :

- ✓ Les vérifications métrologiques, calibrages, ajustages, étalonnage et maintenance préventive associée,
- ✓ La maintenance corrective.

## ARTICLE 2 - DÉCOMPOSITION EN LOTS

Les prestations font l'objet de 2 lots techniques :

<b>LOT N°1</b>	Parc moyens de pesage de la Pharmacie Centrale des Armées (PCA) – Orléans.
<b>LOT N°2</b>	Parc moyens de pesage de l'Etablissement Central des Matériels du SSA – ECMSSA – Orléans.

Les deux lots comportent une prestation supplémentaire éventuelle à réponse facultative.

## ARTICLE 3 - PARC MAINTENU

Le parc est composé des éléments listés à l'annexe financière valant bordereau des prix.

L'administration réalisera au minimum une (1) fois par an, en fin de période d'exécution concernée ou au début de la période d'exécution suivante (Cf. article 1.1.2 du cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCP-AE), une mise à jour des parcs d'équipements et des documents. Tout ajout ou modification de parc fera l'objet d'un avenant dans les conditions prévues à l'article 2.5.5 du CCP-AE.

## ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR

### 4.1 - Dispositions générales

Le prestataire s'engage, pour la durée contractuelle, à assurer les prestations suivant la périodicité mise en place par les services en charge de la métrologie des établissements détenteurs du matériel.

Ces derniers peuvent toutefois décider des modifications de périodicité afin d'optimiser l'étalonnage des matériels.

Cette mission doit être conduite pour donner à l'utilisateur l'assurance de l'aptitude à l'emploi des matériels au moment de leur utilisation.

### 4.2 - Hygiène et sécurité

Pour le lot n°1, la PCA est un établissement pharmaceutique et le prestataire doit se soumettre aux règles d'hygiène et aux conditions et contraintes d'accès aux différents locaux. Un plan annuel de prévention est également établi avant toute première intervention.

### 4.3 - Compétences du prestataire

Le prestataire doit démontrer la compétence de son organisation dans le domaine métrologique requis.

Il doit fournir la preuve que ses étalons sont bien raccordés aux étalons nationaux si son laboratoire n'est pas accrédité (COFRAC).

Il doit répondre aux critères généraux définis à l'article suivant.

### 4.4 - Qualité et certification

Le prestataire a la responsabilité d'exécuter les prestations selon les règles de l'art sous assurance qualité. Il se doit d'apporter la preuve de la maîtrise des quatre points fondamentaux suivants :

- Compétence technique des personnels intervenants (qualification)
- Maîtrise des moyens (incertitudes de mesures)
- Conformité des équipements (rattachement aux étalons nationaux)
- Maîtrise des procédés (méthodes et procédures d'essais appropriées)

Cette assurance qualité doit être couverte par la production de documents descriptifs tenus à la disposition de l'administration et portant notamment sur :

- L'organisation et les attributions de responsabilités
- Les procédures
- Les méthodes et moyens relevant de ce système
- Les documents utilisés et les signataires
- Les documents liés à la conformité de ses étalons

L'administration se réserve la possibilité de réaliser des audits chez le prestataire pendant toute la durée d'exécution du marché.

## **ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS – LOTS N°1 & 2**

Les prestations attendues sont les opérations de vérification métrologique et de maintenance préventive & corrective, avec notamment la mise à jour des logiciels le cas échéant (pour les équipements concernés).

Les prestations sont faites principalement sur les sites de l'administration pour les lot 1 & 2. Il appartient au prestataire d'identifier les matériels dont la vérification métrologique nécessite un envoi en atelier/laboratoire du prestataire.

### 5.1 - Maintenance préventive – MAJ des logiciels

L'intervention de maintenance préventive annuelle a pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps de performances des appareils à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation satisfaisante.

Le prestataire détaille les différentes prestations d'entretien qu'il juge nécessaire pour le bon maintien en état des appareils dont a minima :

- Contrôles de pièces mécaniques et électroniques,
- Réglage du jeu des pièces suivant les données constructeur,
- Nettoyage et remontage des pièces des équipements ;
- Changement des pièces détachées d'usure, suivant les données constructeur,
- Vérification des connexions et du fonctionnement des périphériques (imprimante, répétiteur, ...).

Chaque fois que cela est nécessaire, la mise à jour du ou des logiciels associés à l'équipement est réalisé par le prestataire lors de l'opération annuelle de vérification / maintenance. A l'issue, une information est donnée aux utilisateurs du ou des logiciels voire une formation si cette mise à jour est plus complexe.

## **5.2 - Vérification métrologique et étalonnage**

Pour chaque appareil, les opérations de vérification métrologique et d'étalonnage issues de la norme NF EN 45501, ainsi que celles des données constructeur ou stipulées en annexe du présent cahier, sont réalisées par le prestataire.

Le prestataire effectue sa déclaration de conformité à partir de ces dernières, en tenant compte de ses incertitudes de mesure.

Le prestataire précise les points de mesure précités qu'il peut s'engager à réaliser. Il doit expliciter les points qui ne peuvent être réalisés.

Une copie du dossier de raccordement des étalons (COFRAC) est fournie avec les certificats d'étalonnage de la prestation.

Un certificat d'étalonnage et de conformité individuel est fourni pour chaque appareil vérifié.

Les procédures utilisées sont consultables chez le prestataire.

Si des appareils donnent des résultats de mesure aberrants ou incohérents, celui-ci effectue un relevé de mesures des valeurs constatées avant intervention et les indique sur le constat de vérification final.

Il est fait ensuite un ajustage pour revenir dans la fourchette de l'erreur maximale tolérée (EMT) qui lui est afférente puis un nouvel étalonnage.

Un relevé de mesures des valeurs constatées avant et après calibrage figure sur le constat de vérification final.

## **5.3 - Marquage du produit**

Les étiquetages d'origine de l'établissement détenteur du matériel ne doivent pas être retirés par le prestataire, même dans le cas où les dates de validité sont dépassées. Seuls les marquages apposés antérieurement par le prestataire doivent être remplacés.

A l'issue de toute opération de métrologie, le prestataire procède à un marquage de l'appareil indiquant le statut conforme du matériel, la date du contrôle et le délai de validité ou la date d'échéance du contrôle suivant. L'établissement destinataire appose ensuite son propre système de marquage le cas échéant.

## **5.4 - Traitement des non conformités**

Un instrument est déclaré non conforme s'il est manifestement en panne lors de la mise en vérification ou, si après ajustage, il ne peut être ramené dans la fourchette des EMT.

Dans ce cas, il doit être déclaré « INAPTE A L'EMPLOI » par un marquage approprié réalisé par le prestataire.

Le prestataire propose systématiquement au client les actions correctives envisageables à partir d'un rapport d'expertise étayé :

- Avarie constatée,
- Diagnostic, ...

Les actions correctives possibles sont les suivantes :

- Réparation (lorsque la technologie de l'appareil le permet).
- Déclassement (hors tolérances sur certaines mesures).
- Réforme (retrait du service).

## **ARTICLE 6 - REMISE EN CONFORMITE ET MAINTENANCE CORRECTIVE – LOTS N°1 & 2**

Les interventions qui ressortent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements (matériels principaux et accessoires) à la suite d'une défaillance, d'un arrêt ou d'un fonctionnement anormal et qui ne relèvent pas de la maintenance préventive. Le prestataire doit être capable de fournir les pièces détachées pour les équipements objets du présent marché.

Il doit également être capable de programmer ou modifier les tickets d'impression selon les besoins.

### **6.1 - Réparation dans le cas d'un envoi en vérification**

Si l'appareil soumis à la vérification nécessite une réparation, le prestataire adresse gratuitement un devis détaillé de l'intervention nécessaire à la remise en état de l'appareil à l'établissement demandeur.

Chaque maintenance curative est suivie d'un étalonnage selon les conditions précédentes (Cf. article 5 supra). La réparation ne peut intervenir qu'après notification d'un bon de commande de réparation par l'administration après validation du devis par l'établissement demandeur et détenteur de l'équipement.

### **6.2 - Réparation hors vérification**

Dans le cas où un appareil est en panne, l'établissement détenteur du matériel demande une intervention en diagnostic ou envoie l'appareil avec la description des symptômes afin d'avoir gratuitement un devis détaillé de l'intervention nécessaire à la remise en état de l'appareil.

La réparation ne peut intervenir qu'après notification d'un bon de commande de réparation après validation du devis par ledit établissement. Si l'appareil nécessite une vérification après l'intervention, celle-ci doit être indiquée dans le devis.

### **6.3 - Déclassement**

Les déclassements proposés par le prestataire doivent être signalés à l'administration. Ils sont spécifiés sur le constat de vérification en termes de restriction d'utilisation.

### **6.4 - Réforme**

En cas d'impossibilité technique démontrée de réparation (ex: composants obsolètes sans équivalence), ou si l'action corrective de réparation n'est pas retenue par l'administration, le matériel est retourné en l'état (si celui-ci a fait l'objet d'un envoi au prestataire) accompagné de la fiche d'expertise.

## **ARTICLE 7 - EXCLUSIONS DE LA MAINTENANCE & AUTRES PRESTATIONS**

Sont exclues des opérations de vérification métrologique et de maintenance stipulées aux articles 5 et 6 :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères à l'équipement objet du présent marché, telles que :
  - ❑ Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation ;

- ❑ Défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation (eau, électricité, climatisation);
  - ❑ Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescriptions que l'administration déclare connaître et s'engager à faire respecter ;
  - ❑ Tout autre motif extérieur à l'usage normal de l'équipement.
2. Les réparations consécutives à des interventions effectuées sur l'équipement, par du personnel non expressément mandaté par le titulaire.
  3. Les interventions effectuées à la demande de l'administration en dehors des interventions précitées (articles 5 et 6), telles que :
    - ❑ Démonstrations diverses,
    - ❑ Mise à disposition de main d'œuvre et/ou de matériel pour opérations de contrôle diverses, réglementaires ou non,
    - ❑ Déplacements de matériels,
    - ❑ Modifications, adjonctions ou transferts de matériels d'autre origine,
    - ❑ Interventions en dehors des créneaux horaires fixés en commun.

Ces prestations, classées « hors maintenance », peuvent faire l'objet d'un devis établi par le prestataire, soumis à la validation et à la notification d'un bon de commande par l'administration.

## **ARTICLE 8 - DOCUMENTS REQUIS**

Un constat de vérification et un certificat d'étalonnage rédigé en français, attestant de la conformité du produit aux exigences fixées en annexe sont remis à l'établissement.

Le constat de vérification est établi par le prestataire conformément aux normes en vigueur.

Les ajustages doivent apparaître sur le constat de vérification, avec les valeurs avant l'opération.

Lorsqu'il s'agit d'une réparation, le prestataire délivre un rapport d'intervention précisant les actions réalisées sur les matériels.

Le constat de vérification et le certificat d'étalonnage peuvent être fournis sous format papier suite à l'intervention ou joint au matériel en retour. Le prestataire peut également proposer un envoi dématérialisé (support en ligne via Internet, mail...), voire un format numérique (clé USB). Dans tous les cas, les documents sont disponibles dans un délai de 5 jours maximum après l'intervention.

Le prestataire doit mettre en place des dispositions pour conserver les résultats et les enregistrements pendant toute la durée du marché.

## **ARTICLE 9 - SPECIFICITES POUR LE LOT N°1**

### **9.1 - Dispositions complémentaires**

Pour les pesons de cuves et les trieuses pondérales, telles qu'identifiées à l'annexe financière, le prestataire doit prendre en compte les dispositions complémentaires suivantes lors des opérations de vérification métrologique et de maintenance :

1. Les pesons de la cuve 300l sont vérifiés avec une méthode de double pesée : eau + masse. Un constat de vérification est fourni pour la cuve avec le dossier de raccordement des masses utilisées.  
Une maintenance de premier niveau est réalisée pour chaque peson et comprend les opérations suivantes :



- ❑ Nettoyage et contrôle du serrage, de l'alignement mécanique et électronique des pesons,
- ❑ Vérification des connexions et de l'étanchéité des pesons,
- ❑ Apposition d'une étiquette de contrôle comportant la date de l'intervention, la date de validité et le statut de la cuve.
- ❑ En cas de non-conformité après vérification, un réglage suivi d'une nouvelle vérification sont réalisés.

2. Les trieuses pondérales sont vérifiées selon la recommandation n°R51-1 de l'OIML. Le contrôle en statique est réalisé avec les étalons du prestataire. Le contrôle en dynamique est effectué à l'aide d'un produit type fourni par l'établissement.

Une maintenance de premier niveau est réalisée pour chaque trieuse et comprend les opérations suivantes :

- ❑ Démontage du tapis de pesée et des carters de protection de la jauge de contrainte ou de la cellule pour contrôle et réglage du jeu des pièces,
- ❑ Réglage du jeu des pièces suivant les données constructeur,
- ❑ Nettoyage et remontage des pièces liées à la trieuse,
- ❑ Réglage de l'alignement des tapis d'entrée, de pesée et de sortie,
- ❑ Apposition d'une étiquette de contrôle comportant la date de l'intervention, la date de validité et le statut de la trieuse.
- ❑ En cas de non-conformité après vérification, un réglage suivi d'une nouvelle vérification sont réalisés.

Les trieuses sont utilisées pour vérifier différents produits. Plusieurs programmes par trieuse sont donc à contrôler en dynamique.

3. Les balances du laboratoire sont vérifiées selon la norme NF EN 45501 et selon la Pharmacopée Européenne chapitre 2.1.7.

## 9.2 - Métrologie légale

Actuellement aucune balance n'est suivie sous métrologie légale mais le parc est susceptible d'évoluer en ce sens. Le prestataire doit être capable de vérifier et réparer les balances de classe I, II et III selon les normes en vigueur, c'est à dire qu'il est habilité à remettre les scellés et de faire la primitive après réparation.

A ce titre, pour le lot n°1, le prestataire valorise les prestations de vérifications et de maintenance sous métrologie légale pour les équipements concernés.

Il fournit également :

- Une décision d'agrément de moins de 5 ans, délivrée par le DIRECCTE, pour la vérification métrologique périodique,
- Un certificat d'approbation de système qualité de moins de 5 ans, délivré par le LNE et prouvant la capacité du prestataire à intervenir en réparation sur des balances en métrologie légale.
- Une présentation des modalités d'exécution des prestations de métrologie légale.

## ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES OPERATIONS

Les opérations à réaliser concernent les équipements définis à l'article 3 de la présente annexe technique et font l'objet de bons de commandes établis par l'administration sur demande de l'établissement détenteur du matériel.

Les prestations des lots sont réalisées par le prestataire après notification du bon de commande.



	Etablissements bénéficiaires	Prestations	Modalités
LOT N°1	PCA	Vérification métrologique, maintenance préventive	Prestations sur bons de commande : ▪ Bon de commande en intervention notifié par l'administration sur demande de l'établissement bénéficiaire. ▪ Prestations réalisées par le prestataire.
		Maintenance corrective	Prestation sur bon de commande ▪ Demande d'intervention transmise par l'établissement. ▪ Diagnostic réalisé par le prestataire puis Transmission d'un devis. ▪ Bon de commande notifié par l'administration. ▪ Prestations réalisées par le prestataire.
		Prestations hors maintenance	Prestation sur bon de commande ▪ Demande d'intervention transmise par l'établissement. ▪ Diagnostic réalisé par le prestataire puis Transmission d'un devis. ▪ Bon de commande notifié par l'administration. ▪ Prestations réalisées par le prestataire.
LOT N°2	ECMSSA	Vérification métrologique, maintenance préventive	Prestations sur bons de commande : ▪ Bon de commande en vérification métrologique notifié par l'administration sur demande de l'établissement bénéficiaire. ▪ Prestations réalisées par le prestataire.
		Maintenance corrective	Prestation sur bon de commande ▪ Demande d'intervention transmise par l'établissement. ▪ Diagnostic réalisé par le prestataire puis Transmission d'un devis. ▪ Bon de commande notifié par l'administration. ▪ Prestations réalisées par le prestataire.
		Prestations hors maintenance	Prestation sur bon de commande ▪ Demande d'intervention transmise par l'établissement. ▪ Diagnostic réalisé par le prestataire puis Transmission d'un devis. ▪ Bon de commande notifié par l'administration. ▪ Prestations réalisées par le prestataire.

Les bons de commandes, pour les prestations concernées, sont notifiés au prestataire principalement par e-mail avec avis de réception.

Seule la Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) est habilitée à notifier les bons de commande. Les établissements détenteurs ou bénéficiaires ne sont autorisés à transmettre au prestataire que les demandes en diagnostic préalable à toute maintenance corrective ou les demande de devis en hors maintenance.

## 10.1 - Calendrier

La vérification métrologique doit être faite à la date d'échéance à plus ou moins deux semaines de la date théorique de fin de validité du contrôle précédent. Le planning des interventions est géré par le bureau métrologie de l'établissement détenteur du matériel. Celui-ci peut être communiqué sur demande.

Pour les vérifications avec interventions sur site, les dates et heures des visites sont fixées d'un commun accord.

Pour les vérifications dans les ateliers / laboratoires du titulaire, les envois sont gérés par les bureaux précités au fur et à mesure des besoins.

Toutefois, certains appareils pourront être présentés hors planning de façon exceptionnelle liée aux conditions d'emploi des matériels.

Le délai d'exécution (*pour les interventions de vérification métrologique et maintenance préventive*) exprimé en HEURES / JOURS OUVRES sur lequel s'engage le prestataire, s'entend entre les dates / heures d'arrivée du ou des techniciens sur le site d'exécution et les dates / heures de départ du site, sous réserve du contrôle du bureau métrologie de l'établissement concerné.

Ce délai est fixé aux annexes financières à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution (*pour les prestations de maintenance corrective ou hors maintenance – sur devis*)\_exprimé en HEURES / JOURS OUVRES sur lequel s'engage le prestataire, est indiqué dans le devis afférent. Ce délai s'entend :

- entre les dates / heures d'arrivée du ou des techniciens sur le site d'exécution et les dates / heures de départ du site, sous réserve du contrôle du bureau métrologie de l'établissement concerné,
- entre la date de réception du matériel dans ses ateliers/laboratoires et la date de retour du matériel au bureau métrologie de l'établissement détenteur du matériel.

Dans tous les cas (prestations en atelier/laboratoire), le prestataire s'engage à accuser réception auprès de l'établissement expéditeur du matériel dans ses ateliers.

## 10.2 - Emballage - conditionnement

Pour les prestations réalisées dans les ateliers / laboratoires du titulaire, l'emballage, le conditionnement et l'envoi sont à la charge de l'établissement expéditeur jusqu'à l'arrivée chez le prestataire.

Les équipements sont pris en charge dès leur arrivée par le prestataire. Le prestataire s'engage à accuser réception auprès de l'établissement expéditeur du matériel dans ses ateliers.

Lors de la prise en charge et dans le cas où un emballage spécifique (caisse navette) est associé à la fourniture, le prestataire s'engage à faire retour de ladite fourniture avec le même conditionnement.

Si une dégradation de l'emballage est observée à l'arrivée chez le prestataire, celui-ci le signale sans délai au service expéditeur du matériel.

Les emballages, conditionnements et envois en retour desdits équipements sont à la charge du prestataire.

### 10.3 - Manutention

Pour les équipements expédiés chez le prestataire, leur manutention est à sa charge dans ses locaux et avec ses propres moyens.

Il doit s'assurer lors des opérations de manutention, de transport et de stockage, que le conditionnement ainsi que la protection et l'emballage de l'équipement, sont garantis contre toute dégradation ou pollution de celui-ci.

Pour les équipements vérifiés sur site, ceux-ci seront mis à disposition par le ou les services détenteurs. Leur manutention restera à la charge de l'administration.

### 10.4 - Transport

Pour les équipements expédiés, le transport est :

- Pour l'aller = à la charge du bureau métrologie de l'établissement détenteur du matériel. Il est demandé au titulaire de fournir l'adresse de livraison des matériels.
- Pour le retour = sous l'entière responsabilité du prestataire et à sa charge. Le prestataire est le seul interlocuteur de l'administration. Le matériel est retourné à l'établissement expéditeur.

### 10.5 - Stockage

Le stockage des équipements chez le prestataire doit se faire dans les conditions qui garantissent l'intégrité des équipements et leurs caractéristiques physiques.

### 10.6 - Lieu d'exécution

Les prestations des deux lots sont exécutées principalement sur les sites concernés. Les modalités d'accès et d'exécution sont définies d'un commun accord entre le responsable du bureau métrologie de l'établissement détenteur du matériel et le prestataire.

### 10.7 - Conditions de réception

La décision d'admission de l'équipement en retour est prise par l'établissement expéditeur initial. Cette décision est prise lorsque l'ensemble des opérations de vérification a été réalisé et a permis d'attester la conformité du produit aux exigences spécifiées.

Elle est prononcée au retour des matériels, suite à la délivrance, pour chaque équipement concerné, de l'ensemble des documents requis (constats de vérification, certificat d'étalonnage, bon de livraison identifiant correctement l'équipement) ou, au plus tard à la réception des constats et certificats transmis par voie dématérialisée.

Le bon de livraison du prestataire comporte obligatoirement la date d'arrivée de l'équipement dans les ateliers/laboratoires du prestataire.

L'établissement effectue un contrôle visuel et fonctionnel avant toute décision.

### 10.8 - Garantie

Le titulaire propose en annexe à l'acte d'engagement un délai de garantie sur les prestations de vérification métrologie et de maintenance.

Ce délai de garantie est d'au minimum de six (6) mois. Pendant les périodes de garantie, le titulaire s'engage à intervenir de nouveau à ses frais ou à fournir de nouvelles pièces en cas de problème.

Le titulaire indique également toute exclusion, limite ou extension éventuelle de garantie.

## **ARTICLE 11 - LOCALISATION**

Adresse des établissements bénéficiaires et identification des services détenteurs pour les retours d'équipements. Cette liste peut faire l'objet d'évolution.

### PHARMACIE CENTRALE DES ARMEES - PCA

POC principal :

Département Assurance Qualité - Unité Métrologie

M Stéphane ROUTIER – 02 34 08 53 54

[pca-aq.assur-metrologie.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pca-aq.assur-metrologie.fct@intradef.gouv.fr) - [stephane.routier@intradef.gouv.fr](mailto:stephane.routier@intradef.gouv.fr)

Adresse géographique :

Site militaire de Chanteau

D 97 - Route forestière de la fontaine à Mignan - 45400 Fleury les Aubrais

Adresse postale :

Camp d'Orléans Chanteau

TSA 30004

45404 Fleury les Aubrais cedex

### ETABLISSEMENT CENTRAL DES MATERIELS DU SSA - ECMSSA

POC principal :

Département Maintenance Santé - Bureau Métrologie

M Renan DEFOSSEZ – 02 34 08 53 47

[ecmssa-bureau-metrologie.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ecmssa-bureau-metrologie.contact.fct@intradef.gouv.fr)

[renan.defossez@intradef.gouv.fr](mailto:renan.defossez@intradef.gouv.fr)

Adresse géographique :

ECMSSA

Site militaire de Chanteau

D 97 - Route forestière de la fontaine à Mignan - 45400 Fleury les Aubrais

Adresse postale :

ECMSSA

Camp d'Orléans Chanteau

TSA 50006

45404 Fleury les Aubrais cedex